



Lettre n° 193 du 30 mai 2021

Au sommaire :

- **Des régionales à la présidentielle, porter les exigences du monde du travail, la contestation du capitalisme et la nécessité du regroupement des révolutionnaires** - *Isabelle Ufferte*
- **Après les élections au Chili et la déroute de la droite, l'impasse annoncée de la Constituante et la nécessité d'une perspective démocratique et révolutionnaire** - *Mónica Casanova*

Des régionales à la présidentielle, porter les exigences du monde du travail, la contestation du capitalisme et la nécessité du regroupement des révolutionnaires

La campagne des régionales commence officiellement ce lundi. Prélude à la bataille de la présidentielle, elle se déroule dans un contexte d'offensive réactionnaire contre le monde du travail, de surenchères et de délitement des partis institutionnels. La décomposition politique s'accélère. Une majorité de ce qu'il reste de la gauche institutionnelle a été jusqu'à se mettre au garde-à-vous devant Darmanin et ses préfets aux côtés des Le Pen, Bertrand, Zemmour et autres Bigard... pour chanter les louanges de la police « républicaine » et de « l'Etat français ». Comme si celui-ci n'était pas au service des classes dominantes, de la finance, des milliardaires « français » face aux exigences sociales et démocratiques des travailleur.ses, de la jeunesse. Outre les « bavures » à coups de grenades lacrymogènes ou tirs de LBD dans les quartiers populaires, contre les gilets jaunes et celles et ceux qui contestent leur société, cette police a récemment été envoyée gazer et tenter de disperser, à Paris, celles et ceux qui étaient venus dire leur solidarité avec le peuple palestinien. Il y a quelques jours, devant le site de pôle emploi, un policier jetait au sol la députée LFI Bénédicte Taurine venue soutenir les agriculteurs manifestant à l'appel de la Confédération paysanne. Si cette agression, filmée, a été condamnée par une partie du monde politique, c'est essentiellement pour l'outrage fait à la fonction. Le vice-président LREM de l'Assemblée nationale s'est même senti obligé de témoigner de sa « *solidarité républicaine* » : « *la violence employée à l'endroit d'une élue de la Nation, arborant son écharpe tricolore, est inqualifiable et inadmissible* ». La répression des manifestants, elle, est dans l'ordre des choses.

Et pendant que droite et gauche convoquent de concert la République et qu'une très grande majorité des partis

institutionnels jouent de la fantasmagorie « sécuritaire », tout ce que le pays compte de réactionnaires se frotte les mains, de Macron à Le Pen. Les sondages des régionales annoncent sans surprise une poussée de la droite et de l'extrême droite à l'échelle nationale. En PACA, Mariani (RN) est donné largement en tête au premier tour et fait jeu égal au second avec Muselier (LR-LREM) à 50 % chacun. La jolie fable du « printemps marseillais » y semble bien loin.

Quant aux sondages pour la présidentielle, ils n'excluent pas une victoire de Le Pen, éventualité qu'une partie de plus en plus grande de l'appareil d'Etat, des institutions, de la presse anticipe et prépare... en tentant de préparer l'opinion.

Mais l'offensive du bloc réactionnaire a beau essayer de masquer tout ce que la situation porte de perspectives progressistes, d'instrumentaliser les préjugés, les peurs irrationnelles, elle ne peut empêcher que s'exprime le rejet de cette société profondément inégalitaire et violente. Les sondages et les pourcentages rendent compte de manière bien déformée de la prétendue « opinion ». Le grand cirque électoral et les tractations, négociations, marchandages et autres psychodrames qui y président sont à des années-lumière des préoccupations, des aspirations, des urgences du monde du travail et de la jeunesse partout confrontés à une situation dramatique, une misère grandissante, l'impasse du capitalisme.

L'aspiration à « un autre monde », à la coopération et l'entraide, à l'égalité, la dignité, la solidarité s'exprime dans chaque mobilisation, chaque manifestation. Le besoin d'en finir avec la misère, la contestation du pouvoir d'une minorité parasite, de la dictature de la finance et du pou-

voir policier, rétrograde à ses ordres, cherchent partout le moyen de s'exprimer.

Le vieux monde est au bord de la faillite, un nouveau monde prend progressivement conscience de lui-même à travers les affrontements, les soulèvements qui secouent la planète depuis des années et résonnent dans chaque pays, au plus profond des quartiers, du monde du travail.

Dans ce contexte, la phase électorale, des régionales à la présidentielle, est un moment important où sont en train de s'écrire les nouveaux rapports de forces politiques et s'affrontent les intérêts et logiques de classe. Ce moment de politisation où la question du pouvoir est posée, même de façon déformée et institutionnelle, est l'occasion pour les anticapitalistes révolutionnaires de porter à une large échelle la contestation de la domination des classes dominantes, de la propriété capitaliste et la nécessité d'un plan pour le monde du travail pour imposer son contrôle sur l'économie et la société. Des perspectives et une politique qui nécessitent une totale indépendance des partis et logiques institutionnels.

Face à l'offensive réactionnaire, un plan pour nos droits et le contrôle par les travailleurs, pour changer le monde

Face à la menace de l'extrême droite, au bloc réactionnaire qui tente de diviser le camp des travailleurs pour mieux mener l'offensive des classes dominantes, il n'y a pas d'autre voie que d'engager la lutte pour défendre nos propres intérêts, ceux de l'ensemble du monde du travail, de la jeunesse.

Aucune réponse aux urgences sociales, sanitaires, économiques, écologiques ne peut être apportée dans le cadre du système capitaliste. La campagne des régionales illustre l'absence totale de réponse aux questions clés par la gauche dans toute sa diversité. Du bloc allant d'ex LREM à LFI en Haute Loire à une alliance LFI-PCF en Ile de France en passant par l'« unité » de toute la gauche en Hauts de France ou sans LFI en PACA, jusqu'aux alliances LFI avec une partie du NPA en Occitanie et Nouvelle Aquitaine, ces listes vendent les mêmes illusions et ont bien du mal à masquer les calculs politiques qui président aux accords et rivalités dont le seul objectif est de gagner ou sauver quelques postes dans les exécutifs régionaux et départementaux. Le tout sans quitter des yeux la présidentielle, ce qui demande une souplesse d'échine remarquable que la gauche gouvernementale entretient depuis des décennies. Et chacun à gauche a beau jurer de sa différence et de la pureté de ses intentions, la diversité des accords d'appareils entre les régions ou entre... les régionales et les départementales sur les mêmes cantons donne la mesure de la sincérité des « programmes » !

Alors on ne peut que vivement regretter le ralliement de camarades du NPA à LFI en Occitanie et Nouvelle Aquitaine, abdiquant de fait d'une politique indépendante des révolutionnaires et anticapitalistes pour se faire les auxiliaires d'une politique institutionnelle, sur les bases de la

France insoumise qui inclut les régionales dans sa démarche pour la présidentielle, ce qu'Alexis Corbière n'a pas manqué de rappeler en meeting à Bordeaux... Et les quelques tentatives des camarades sur ces listes de porter une voix un peu différente ne font que souligner à quel point ces listes sont en contradiction avec les perspectives que nous portons.

Il est clair que les travailleurs, les classes populaires, ont besoin de leur propre plan posant la question de leur contrôle sur la société pour sauvegarder leur santé et leur vie, leur emploi et leur salaire, l'avenir de la société et de la planète. Les révolutionnaires, alors même que les exigences du monde du travail commencent à se déconfiner, ont la responsabilité de porter, y compris dans les élections, une réponse de classe à la décomposition de la gauche comme à la paralysie syndicale en avançant une perspective en totale indépendance des institutions, qu'elles soient parlementaires ou cadres du dialogue social.

C'est la raison pour laquelle le Conseil politique national du NPA a adopté une motion à propos des régionales qui se conclut ainsi : « *Nous pensons qu'il est indispensable que s'exprime sans ambiguïté un vote de classe, indépendant des partis institutionnels. Les élections sont l'occasion de défendre nos idées révolutionnaires et un programme de mesures d'urgence anticapitaliste. En l'absence du NPA sur une telle ligne, que nous regrettons, nous appellerons à voter pour des listes de candidats révolutionnaires, celles de Lutte Ouvrière, de travailleuses et travailleurs qui expriment une perspective de renversement du système capitaliste* ». [1]

A la présidentielle, être la voix des travailleurs, porter une politique de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Dans ce contexte de régression économique, sociale et politique, de course au profit, de concurrence capitaliste mondialisée et d'incurie des classes dominantes face à la crise sanitaire, sans autre politique qu'une offensive réactionnaire qui nourrit et rend possible la victoire de l'extrême-droite, il est indispensable que se fasse entendre à la présidentielle une voix portant une perspective de convergence des colères et des luttes pour changer le monde.

Il est de la responsabilité des militant.e.s du NPA dans leur ensemble de se donner les moyens, politiques et démocratiques, pour tenter de surmonter nos divisions, définir ce qui nous rassemble afin de faire face ensemble aux enjeux en nous donnant les moyens de présenter un.e candidat.e portant ces perspectives.

Mais cela ne peut se faire sans politique vis-à-vis de l'ensemble des révolutionnaires et en premier lieu vis-à-vis de Lutte Ouvrière. Car porter la perspective de l'unité du monde du travail pour une transformation révolutionnaire de la société, la prise en main par les travailleurs eux-mêmes

[1] <https://lanticapitaliste.org/actualite/vie-interne/deux-motions-adoptees-au-cpn-du-npa-22-23-mai-2021>

mes de l'économie, leur contrôle sur le fonctionnement de la société, ne peut se faire sans œuvrer dans le même temps à l'unité des anticapitalistes et révolutionnaires.

La superbe ignorance dont se satisfont aujourd'hui les différents bouts du mouvement révolutionnaire, en France comme à l'échelle internationale, est ridicule et irresponsable. Comme si l'un ou l'autre avait à lui seul « la » solution ou était le pôle incontestable autour duquel les autres devraient se regrouper. Ou comme s'il suffisait d'attendre que l'un ou l'autre « fasse ses preuves », sorte de darwinisme en matière de stratégie révolutionnaire... Cet aveuglement étrange, ce sectarisme, cette autojustification font de fait miroir au suivisme d'une autre fraction du mouvement.

Tout dans la situation politique ne peut que pousser les révolutionnaires à œuvrer à leur regroupement et on ne peut qu'être raisonnablement confiant dans nos capacités collectives à en saisir la nécessité, mais dans quels délais ?

Les obstacles et freins sont loin d'être insurmontables mais bien réels. Lutte Ouvrière a certes su se donner les moyens de porter sa propre candidature en espérant franchir l'obstacle des 500 parrainages d'élus, mais sans envisager un seul instant d'avoir une politique vis-à-vis du NPA dont elle connaît parfaitement les débats. Quant à la

présence du NPA, elle dépend de la capacité collective de ses militants à surmonter ses divisions actuelles. Ce qui nécessite d'imposer le respect de la démocratie en réponse aux menaces d'exclusion ou scissionnistes.

Nous avons encore la possibilité de relever le défi en nous donnant les moyens de nous regrouper autour d'un.e candidat.e portant une perspective de classe qui militera pour le rassemblement des forces des anticapitalistes et révolutionnaires. Ce.tte candidat.e ne pourra évidemment pas être de ceux et celles aujourd'hui engagé.es dans une alliance avec LFI pas plus que de celles et ceux engagé.es dans une surenchère scissionniste. Sans exclure aucune autre possibilité, le mieux à même de rassembler nos forces et de contribuer à la popularisation de nos idées serait Olivier Besancenot en prenant toutes ses responsabilités dans notre combat collectif.

Quoi qu'il en sera, nous ne participerons ni directement ni par défaut à une démarche pouvant aboutir au vote pour Jean-Luc Mélenchon. Si nous échouons à présenter un.e candidat.e sur une base claire d'indépendance par rapport à la gauche institutionnelle, nous ferions notre propre campagne pour la seule candidate révolutionnaire qu'il y aurait alors, Nathalie Artaud.

Isabelle Ufferte

Après les élections au Chili et la déroute de la droite, l'impasse annoncée de la Constituante et la nécessité d'une perspective démocratique et révolutionnaire

Aux élections municipales, régionales et pour la nouvelle Convention constitutionnelle (Constituante) des 15 et 16 mai, la droite arrogante et haïe a été laminée. Iracir Hassler, jeune communiste à la tête d'une coalition de gauche, a ravi la mairie de Santiago à Felipe Alessandri, représentant d'une famille de droite extrême historique. Les résultats de la droite présidentielle (39 élus sur 155) ne lui permettent même pas d'opposer son droit de veto à l'élaboration de la nouvelle Constitution que le mouvement de 2019 a imposée dans la rue.

Et principale surprise, 58 « indépendants » dont 25 proches des anticapitalistes, porte-paroles des mouvements de femmes, de jeunes, d'indigènes, d'écologistes, contre la répression policière de ces dernières années, ont aussi été élus à la Convention, telle une figure du mouvement social d'il y a deux ans, « *Tante Pikachu* », femme du peuple de toutes les manifestations. Ils ont donné un camouflet à la droite du Président Piñera, milliardaire à la fortune estimée à 2,9 milliards, alliée à l'extrême droite, avec tous les moyens et médias possibles face à des candidats dépourvus de tout cela.

La gauche la plus compromise durant la Concertation (période ouverte par la fin de la dictature en 1991 avec une série de gouvernements de gauche et centre gauche, et même la participation du PC entre 2014 et 2018) a été elle

aussi désavouée. En effet, le PS a contribué avec la Démocratie Chrétienne aux reculs des années post-dictature avec la complicité de la centrale ouvrière CUT. Ensemble, ils ont prolongé les attaques du régime de Pinochet : la retraite par capitalisation, des privatisations massives et brutales dont celle de l'Éducation endettant pour des années des milliers d'étudiants, la loi antiterroriste réprimant les indigènes mapuches et l'impunité de carabiniers et militaires qui n'ont cessé de réprimer violemment le mouvement social.

La jeunesse et les classes populaires ont aussi exprimé leur colère en s'abstenant : plus de 60 % d'abstention, en particulier dans les quartiers populaires.

Le gouvernement avait voulu détourner la colère de 2019 sur le terrain institutionnel en appelant, avec les politiciens du centre et de gauche (sauf le PC), à un référendum pour ou contre l'élection d'une assemblée pour rédiger une nouvelle Constitution devant remplacer celle de Pinochet. En octobre 2020, le Oui l'a emporté à 80 % avec un taux de participation de 51 %. Donc, l'Assemblée Constituante que le gouvernement avec ces mêmes partis a transformée en une Convention constitutionnelle a été élue au suffrage universel direct avec une parité totale. Ses travaux n'aboutiront que dans 9 à 12 mois. Le gouver-

nement voulait s'assurer une minorité de blocage. Mais les électeurs ont mis en échec ses projets.

Ce désaveu est un écho à la profonde vague de luttes initiée par la jeunesse en 2019 avec le slogan « *Pas contre 30 centimes* (d'augmentation du ticket de métro) *mais contre 30 ans* » (de Concertation).

L'écho d'un puissant mouvement populaire initié par la jeunesse

Le 17 octobre 2019, des milliers de lycéens s'étaient donnés le mot pour resquiller ensemble le métro à Santiago, solidaires des travailleurs qui subissaient une nouvelle augmentation d'un moyen de locomotion indispensable pour eux. Le soir même, ils ont été rejoints par les habitants des bidonvilles puis par les travailleurs avec deux grèves générales. Ensemble, ils ont fait face à l'état d'urgence et au couvre-feu, à l'armée avec ses blindés, des tirs à belles réelles, des arrestations musclées -4000 personnes arrêtées dont au moins 2000 sont encore prisonnières aujourd'hui-, des tortures, viols et exactions, une répression faisant 2000 blessés et 200 mutilés.

Après l'une des plus grandes manifestations du Chili le 25 octobre avec plus d'un million de personnes dans la rue, le gouvernement a renoncé à l'augmentation, suspendu l'état d'urgence et le couvre-feu. Et il a trouvé une porte de sortie en programmant le plébiscite et les élections de ce mois de mai.

D'où est né ce puissant mouvement ?

D'abord, les forces de gauche, le PS, le PC et le Frente Amplio (Front Large composé du Parti Humaniste, du Parti pirate...), sidérées par son émergence, s'étaient encore discréditées en votant dans un premier temps l'augmentation du ticket de métro.

Le mouvement a donc démarré sans leur aval ni celui du principal syndicat, la CUT, par la mobilisation de nouvelles générations de jeunes venus à la vie politique à la chaleur des luttes pour l'éducation gratuite dans les années 2006 puis 2011, de luttes écologistes et de la vague féministe de Ni Una Menos dès 2016.

Ce mouvement a éclaté aussi parce que le Chili est un des pays les plus inégalitaires au monde. En 2019, la moitié des Chiliens survivait avec à peine 300 € par mois (la moitié pour les retraités) tandis que 1 % des plus riches (170 000 personnes) concentraient 33 % de la richesse totale, ces « *10 familles* » les plus riches, propriétaires de mines, terres, forêts, ports, pêcheries avec des multinationales possédant les 2/3 du cuivre, principale richesse du pays. Cette bourgeoisie chilienne et les multinationales ont pillé les richesses et la nature en imposant à un mouvement ouvrier décimé par la dictature des baisses de salaires, plus de productivité et la privatisation de la Sécurité sociale, de la santé et de l'Éducation...

C'est l'accentuation de l'exploitation, des inégalités, l'impunité pour les riches et l'armée sous l'égide de partis réformistes devenus libéraux, dans un monde en pleine crise et convulsions, qui a alors explosé.

C'est pourquoi le mouvement des lycéens a été rejoint par des travailleurs du public et du privé dont ceux de la mine privée de cuivre la plus grande au monde, La Escondida, par-delà la tête des dirigeants confédéraux avec des appels à la grève de syndicats combattifs.

Ce mouvement impulsé par des femmes et des jeunes, sans leader ni porte-parole, a retrouvé la vitalité des assemblées d'étudiants, la démocratie directe avec l'aide des réseaux sociaux, comme lors des révolutions arabes. Cette colère a entraîné celle de couches moyennes appauvries, endettées, des laissés pour compte du capitalisme. L'espoir d'une lutte pacifique arrachant des victoires à la classe politique, à l'État et à la bourgeoisie avec l'élection d'une Assemblée Constituante a cependant dominé chez ces militants, avec des illusions sur la gauche et le mythe d'Allende.

Dans le même temps aussi, des hospitaliers et d'autres travailleurs du public et du privé, des artistes et des étudiants ont essayé de s'organiser à la base. Avec des militants du PTR (Parti des Travailleurs Révolutionnaires, du même courant international que le CCR), essentiellement dans la jeunesse, ils ont été quelques-uns à défendre, au-delà de la démission de Piñera, la perspective d'une Assemblée Constituante libre et souveraine aux membres élus et révocables, payés le salaire d'un enseignant à temps complet, assemblée décidant et appliquant ses décisions en même temps, imposée par les travailleurs et la population mobilisée en lieu et place de l'actuelle assemblée et de sa Constitution.

Les exigences des exploités ne pourront être imposées par une Constitution

Avec la pandémie, la situation est devenue extrême. Plus d'un million et demi de travailleurs ont été licenciés ou ont dû survivre avec des allocations chômage. 26 000 personnes (sur un peu plus de 18 millions d'habitants) sont mortes du covid, surtout parmi les plus pauvres. Des millions de travailleurs au noir confinés, entassés dans des quartiers insalubres, ont dû recourir aux colis alimentaires. On y a vu réapparaître les « *ollas comunes* » (marmites solidaires), des émeutes de la faim.

Parallèlement, en 2020, la fortune de la famille Luksik, propriétaire entre autres d'une banque et de la société minière Antofagasta Minerals, est passée de 11 à 24 milliards de dollars. Elle s'est accrue de plus de 100 fois le total des 124 millions de dollars dépensés en colis alimentaires pour 3 millions de foyers ! Les 6 plus grosses familles ont ainsi cumulé 35,5 milliards avec lesquels on aurait pu payer des salaires au SMIC pour 3,5 millions de travailleurs durant un an en leur permettant de se protéger sans être obligés d'aller travailler dans des transports en commun bondés...

Comme l'a défendu María Rivera, la candidate élue du MIT (Mouvement International des Travailleurs), « *la seule façon de garantir la santé, l'éducation, des logements et retraites dignes, c'est d'exproprier sans indemnité les*

grandes entreprises pour qu'elles soient contrôlées par leurs travailleurs et le peuple ».

En 2018, les 17 principales sociétés minières ont fait 3,8 milliards de dollars de profits, assez pour doubler les investissements du Ministère du logement. De même, avec l'argent accumulé dans les Fonds de pensions de retraites privatisées, il serait possible de verser des retraites dignes à la plupart des travailleurs sous contrôle d'une Sécurité sociale des salariés et des allocataires organisés.

Des « indépendants » tel Pablo Sepúlveda Allende, petits-fils de l'ex Président, défendaient, eux, une transformation par en haut : *« La démocratie directe peut permettre que l'État soit au service du peuple. C'est un de nos objectifs à la Constituante. L'État doit être garant des droits sociaux, comme le droit à des soins de qualité, à l'éducation, au logement et aux retraites. Seul un État-nation soutenu par le peuple pourrait exproprier BHP, la plus grande société minière transnationale, qui a autant de patrimoine qu'un petit pays d'Amérique centrale ».*

Or, la mine de cuivre Codelco encore nationalisée continue à enrichir ses sous-traitants privés... et l'armée, qui prélève 10 % de ses bénéfices et est le seul secteur à ne pas être astreint à la retraite par capitalisation !

Le candidat communiste à la Présidentielle de 2022, Daniel Jadue (réélu pour la 3^{ème} fois avec 65 % des voix maire d'une banlieue de Santiago, Recoleta), reconnaît lui-même à propos de cette Convention : *« Il s'agit d'un processus qui a ses limites. Par exemple, elle ne peut pas modifier les traités internationaux ou de libre-échange qui «protègent les investissements étrangers». Les multinationales étrangères, associées à des hommes d'affaires chiliens, sont intouchables. Leurs investissements dans les pensions, la santé, l'enseignement, les ressources naturelles et stratégiques ne peuvent être affectés par la Convention constitutionnelle. Mais je suis optimiste, ce processus constitutionnel est une première étape dans la construction du pays dont nous rêvons. Une fois la nouvelle Constitution en place, la lutte devra se poursuivre au Parlement et, bien sûr, dans la rue ».*

A cela, María Rivera, militante du MIT répond : *« Nous ne croyons pas que la Constitution approuve l'expropriation des 10 familles les plus riches, bien que ça ait été un des axes de notre campagne. Nous ne croyons pas que la majorité du peuple ni des élus à la Convention pensent comme nous (...) Nous voulons expliquer aux millions de travailleurs qui nous écouteront qu'il n'y aura de santé, d'éducation, de logement digne, de bons salaires et emplois si la majorité de la population du pays -ceux qui travaillent, pas les rentiers-, ne s'empare des principales entreprises et du pouvoir politique de l'État »* par le biais d'un gouvernement des travailleurs.

Les militants du PRT alliés à ceux d'un autre groupe trotskiste, le MST (Mouvement Socialiste des Travailleuses et des travailleurs), se sont présentés en défendant un programme pour la Convention, et au-delà, pour l'organisation des travailleurs avec, entre autres, des comités

de santé et sécurité pour imposer des mesures sanitaires pour tous, le contrôle de la police par les organisations de la classe ouvrière et du peuple...

Les débats qui s'ouvrent autour de la Constitution politique, l'ensemble des exigences impliquant avec de plus en plus d'urgence le contrôle des travailleurs et des populations.

Il n'y aura d'issue que dans la lutte des classes

Le désaveu des partis institutionnels, l'émergence de porte-parole des mobilisations populaires s'accompagnent de l'élection d'anticapitalistes ou de proches. Les listes *« Travailleurs et travailleuses révolutionnaires, renversons tout »* du PTR et du MST, présentes dans 8 circonscriptions, ont recueilli 50 000 voix sur 8 millions de votants ; le MIT (proche du PSTU brésilien) a eu une élue à la Convention en alliance avec des partis de gauche. Certes, le mouvement révolutionnaire reste minoritaire mais sa présence participe des évolutions de conscience qui se nourrissent d'une longue histoire ouvrière chilienne.

Il se fait jour au cœur de secteurs en lutte qu'il faut que les travailleurs et la jeunesse prennent en main leurs propres affaires, qu'ils contrôlent leurs luttes en se préparant à diriger la société.

Le mouvement de 2019, vivant, radical, explosif, riche de possibilités révolutionnaires, a été à l'image de ceux qui se déroulent dans le monde ces dernières années. La mondialisation du capitalisme a épuisé les marges de manœuvre des réformistes et des libéraux. Elle a poussé à bout ses contradictions, le fossé entre riches et pauvres. Elle a aussi mondialisé les colères et les luttes.

Mais les illusions pacifistes et réformistes demeurent. Les nombreux drapeaux chiliens dans les manifestations expriment confusément le sentiment d'appartenance à un peuple qui ne veut pas être volé par une dizaine de multinationales étrangères. Mais ce « peuple » ne pourra s'émanciper de la mainmise des multinationales, sans s'affranchir de sa propre bourgeoisie, sans remettre en cause à l'échelle internationale la domination du capitalisme. Les classes populaires chiliennes, par leur mobilisation, ont été plus loin que leur conscience. Elles ne se comprennent pas encore comme partie prenante de la contestation du capitalisme par les peuples à l'échelle internationale.

Aujourd'hui, la colère s'exprime à travers le vote avec des illusions dans un PC paraissant moins compromis dans la gestion capitaliste bien que respectueux des institutions et de l'ordre, et avec des « indépendants » exprimant plus ou moins clairement la rupture avec un système failli.

En faisant face aux ravages du capitalisme aggravés par la pandémie, les classes populaires et la jeunesse font leur expérience de l'affrontement inévitable, de la nécessité, au-delà d'une Assemblée constituante libre et souveraine, de leur propre organisation démocratique pour diriger leurs luttes et conquérir le pouvoir.

Mónica Casanova